



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 1842

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Vigier.

M. Jean-Pierre Vigier. Monsieur le Premier ministre, il est temps de sortir du grand débat national par des mesures concrètes.

M. Pierre Cordier. Concrètes !

M. Jean-Pierre Vigier. Ces mesures, nous les connaissons tous. Elles doivent rendre du pouvoir d'achat à nos compatriotes, que votre politique a lourdement sanctionnés au cours des deux dernières années.

Nous, membres du groupe Les Républicains, nous avons formulé des propositions simples et précises :...

M. Patrick Hetzel. Très juste !

M. Jean-Pierre Vigier. ...réindexer l'ensemble des pensions de retraites et des allocations familiales sur l'inflation ;...

M. Dino Cinieri. Très bien !

M. Jean-Pierre Vigier. ...annuler la hausse de la CSG pour tous les retraités (*M. Christian Jacob et M. Dino Cinieri applaudissent*) ; ...

...rétablir les plafonds du quotient familial pour soutenir davantage les familles ;...

M. Thibault Bazin. Très bien !

M. Jean-Pierre Vigier. ...baisser de 10 % l'impôt sur le revenu des Français, notamment pour soutenir nos classes moyennes.

Alors même que seule une véritable baisse de la dépense publique...

Un député du groupe LaREM . Laquelle ?

M. Jean-Pierre Vigier. ...permettrait de financer ces mesures de bon sens, vous continuez à matraquer fiscalement les Français. À croire que vous tenez au titre de champion du monde des prélèvements

obligatoires ! (*Murmures sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*) Ainsi, vous avez confirmé que les prix de l'électricité augmenteront cette année.

Dès lors, monsieur le Premier ministre, accepterez-vous de débattre de nos propositions de pouvoir d'achat, attendues par les Français ? Il serait inadmissible que vous refusiez ce débat à l'Assemblée nationale,...

M. Erwan Balanant. Tout est prévu !

M. Jean-Pierre Vigier. ...alors que vous ne cessez, depuis des mois, de faire la promotion de votre grand débat national ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

M. Fabien Di Filippo. Secrétaire d'État au bla-bla !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.* Monsieur Jean-Pierre Vigier, votre question pourrait nous laisser sans voix. Dans la même phrase, vous avez proposé d'augmenter la dépense publique de 20 milliards d'euros et de baisser les recettes. On mesure là toute l'étendue de votre talent en matière de gestion publique ! (*Applaudissements et rires sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Vous parlez du pouvoir d'achat. Il se trouve qu'il augmentera en 2019 comme jamais. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Sébastien Leclerc. Vous parlez comme Michel Sapin !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État.* Cela a été prouvé par l'INSEE, qui prévoit une augmentation de 2 %, et confirmé pas plus tard qu'hier par le président de la Banque de France, qui prévoit une augmentation de 2 % profitant à 75 % des ménages, après une augmentation de 1,4 % en 2018. (*Mêmes mouvements.*)

Surtout, mesdames, messieurs les députés du groupe Les Républicains, je vous le dis simplement : s'agissant des mesures en faveur du pouvoir d'achat, nous ne vous avons pas attendus.

Nous ne vous avons pas attendus pour augmenter la prime d'activité, qui bénéficie à 700 000 ménages supplémentaires. Nous ne vous avons pas attendus pour baisser la CSG pour les retraités vivant seuls et gagnant moins de 2 000 euros par mois. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État.* Nous ne vous avons pas attendus pour défiscaliser les heures supplémentaires, en les exonérant de cotisations sociales, ce qui bénéficie aux ménages.

Nous ne vous avons pas davantage attendus pour permettre aux entreprises de ce pays de verser à leurs salariés une prime exceptionnelle. Celle-ci a profité à 2 millions de personnes, qui ont collectivement bénéficié de plus d'un milliard d'euros. Deux cent mille sociétés, dont 40 % comptent moins de cinquante salariés, ont joué le jeu.

M. Raphaël Schellenberger. Fake news !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État.* Monsieur Jean-Pierre Vigier, peut-être votre question dissimule-t-elle un certain malaise, voire un peu de contrition, si vous me permettez de vous le dire.

M. Claude Goasguen. Contrition vous-même !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État* . Reprenons les débats parlementaires sur les mesures d'urgence économiques et sociales. Avez-vous voté l'augmentation de la prime d'activité ? La réponse est non. Avez-vous voté l'exonération de cotisations sociales des heures supplémentaires ? La réponse est non. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Maxime Minot. Le budget, c'est vous !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État* . Avez-vous voté les mesures d'urgence économiques et sociales qui permettront l'augmentation du pouvoir d'achat des Français ? La réponse est non. Vous vous êtes courageusement abstenus ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Vigier](#)

Circonscription : Haute-Loire (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1842

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 avril 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 avril 2019](#)